

Désintégration politique, culture et identité nationale palestiniennes

Description

Par Jamil Hilal, 15 mars 2016

Le paysage politique palestinien, dominé depuis la fin des années 60 par l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), se désintègre depuis que l'Autorité palestinienne a été mise en place en vertu des accords d'Oslo. Quel impact a eu la position dominante de l'OLP et quelles ont été les répercussions de sa désintégration sur le corps politique palestinien ? Et dans quelle mesure la désintégration du paysage politique a affecté le domaine de la culture et sa contribution au maintien de l'identité nationale palestinienne ? Telles sont les questions traitées dans ce commentaire.¹

La domination de l'OLP sur la scène politique a commencé en 1968, après la bataille de Karameh, qui lui a permis de centraliser les liens avec les communautés palestiniennes de la Palestine historique, de Jordanie, de Syrie, du Liban, du Golfe, d'Europe et des Amériques. Ces communautés ont largement accepté l'OLP comme leur unique représentant légitime, malgré les influences extérieures qui l'affectaient, notamment sa forte dépendance vis-à-vis de l'aide étrangère, les hauts et les bas dans ses relations avec son pays de résidence et dans ses relations régionales et internationales. Par conséquent, les particularités et caractéristiques propres de chaque communauté ont été oubliées, tout comme leurs responsabilités nationales, sociales et structurelles.

Grâce à sa position dominante, l'OLP a pu aussi renforcer la pratique de la politique des élites, qui était courante dans le monde arabe et au niveau mondial, mais qui n'aurait pas du prendre racine au sein du peuple palestinien puisqu'ils étaient dispersés et luttaient pour la libération. Le fait que l'OLP soit née et ait œuvré dans un environnement régional et international hostile à la démocratie, en théorie comme en pratique, a contribué à ce processus. Le monde arabe était dominé par des régimes aux idéologies nationalistes et totalitaires ainsi que par des monarchies et des émirats théocratiques et autoritaires ; la démocratie était considérée comme un concept occidental étranger et colonialiste. De même, l'OLP et ses factions se sont alliées à des pays socialistes et à des pays du tiers-monde qui pour la plupart n'avaient pas de système politique démocratique. Le statut de rentier des institutions et des factions de l'OLP, et leur dépendance vis-à-vis de l'aide et du soutien de pays arabes et socialistes non-démocratiques a renforcé l'approche élitiste et non-démocratique de la politique.

Troisième caractéristique de l'hégémonie de l'OLP, ses factions n'ont pas tardé à se militariser officiellement, en partie à cause des affrontements armés entre l'OLP et des pays d'accueil arabes et aussi parce qu'elle était régulièrement la cible d'Israël. Cette militarisation officielle, contrairement à la guérilla, l'a aidée à justifier l'extrême centralisation des relations entre les dirigeants politiques et leur électorat.

Entre les années 70 et les années 90, les factions et les institutions de l'OLP ont été rattrapées par des changements dans la situation régionale et internationale, notamment l'expulsion de la Jordanie suite à des affrontements armés en 1970 et 1971, la guerre civile qui a éclaté au Liban en 1975, l'invasion d'Israël en 1982, l'exil de l'OLP, les massacres de Sabra et Chatila et la guerre menée contre les camps palestiniens au Liban en 1985 et 1986. La Première Intifada (soulèvement populaire) contre Israël, qui a commencé fin 1987 en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, a été aussi une période marquée par l'entrée, pour la première fois, de l'islam politique dans le paysage politique palestinien (1988). L'effondrement de l'Union soviétique fin 1989, la Première Guerre du Golfe de 1990 à 1991 et l'isolement politique et financier de l'OLP qui les a suivis ont considérablement réduit ses alliances et ses sources de revenus.

Les conséquences de la désintégration

Pendant la Première Intifada, l'élite politique palestinienne n'a pas su comprendre qu'il était important de restructurer le mouvement national palestinien et de reconstruire le lien entre la direction centralisée et les différentes communautés palestiniennes. De plus, l'OLP n'a pas trouvé comment s'y prendre avec l'islam politique quand il a émergé sur la scène palestinienne dans la lignée des Frères Musulmans, et n'a pas intégré le Hamas dans le corps politique national. Dans le même temps, le Hamas n'a pas su redevenir un mouvement national. Autrefois qualifié de mouvement national ou révolutionnaire ; il a commencé à être appelé à « le mouvement national et islamique ».

En fait, la Première Intifada a poussé les dirigeants politiques à centraliser encore plus les prises de décisions. Ils ont signé les accords d'Oslo sans consulter les forces politiques et sociales de Palestine et d'ailleurs. Oslo a donné à l'OLP une rationalisation politique, structurelle et idéologique qui a marginalisé les institutions représentatives nationales palestiniennes qui existaient, argumentant qu'ainsi le noyau d'un État palestinien était en train d'être créé.

On n'a pas permis à l'Autorité palestinienne de s'occuper des Palestiniens d'Israël et elle est vite désintégrée des Palestiniens de Jordanie. Sa relation avec eux et aux Palestiniens du Liban, de Syrie, des pays du Golfe, d'Europe et d'Amérique, a été réduite aux formalités administratives par le biais de ses ambassades et de ses bureaux de liaison présents dans ces pays.

Quand la mise en place de l'Autorité palestinienne en tant qu'autorité autonome limitée d'une partie de la Cisjordanie et de la bande de Gaza n'a pas réussi à aboutir à la création d'un État palestinien, les élites politiques ont été privées d'une base étatique souveraine potentielle, ce qui a accéléré la désintégration du mouvement national. La victoire du Hamas aux élections législatives de 2006 et sa mainmise totale sur la bande de Gaza en 2007 ont contribué à la division de l'autorité autonome en deux autorités, l'une établie dans une partie de la Cisjordanie, l'autre dans la bande de Gaza. Les deux « autorités » sont restées sous l'occupation et le contrôle d'un État colonial qui continue, de façon agressive, de coloniser des terres et de déplacer des Palestiniens des deux côtés de la Ligne verte.

La désintégration du paysage politique national a eu plusieurs répercussions. Les institutions représentatives nationales se sont effacées et les élites politiques locales ont commencé à

dominer. Les dirigeants ont tiré leur « légitimité » de leurs anciennes fonctions hiérarchiques ou au sein de leur parti et de leur relations diplomatiques avec des pays de la région et des institutions internationales. Le discours dominant aux niveaux local et international a réduit la Palestine aux territoires occupés depuis 1967 et le peuple palestinien à ceux qui vivent sous l'occupation israélienne, excluant ainsi les réfugiés et les exilés, ainsi que les citoyens palestiniens d'Israël. En Cisjordanie et dans la bande de Gaza, les dispositifs de sécurité ont été accrues et la part de leur budget dans le budget global a augmenté. Le statut de rentier des autorités des deux zones a été renforcé par leur dépendance vis-à-vis de l'aide et des investissements étrangers, et le rôle joué par le capital privé dans leurs économies a pris plus d'importance.

Il y a eu aussi de grands changements dans la structure sociale de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Notamment, une classe moyenne relativement nombreuse a émergé et fourni du personnel aux institutions et organismes de l'Autorité palestinienne, par exemple dans les secteurs de l'éducation, la santé, la sécurité, la finance et l'administration, ainsi que dans les banques, les nouveaux services et les nombreuses ONG qui ont été créés. Dans le même temps, la classe ouvrière a diminué en nombre. Les inégalités entre les différents segments de la population se sont creusées et le taux de chômage est resté élevé, en particulier chez les jeunes et les jeunes diplômés. La mentalité de « fonctionnaire » a pris le dessus et remplacé la mentalité du combattant de la liberté. Bien que le Fatah et le Hamas se définissent eux-mêmes comme des mouvements de libération, ils sont devenus des structures bureaucratiques et hiérarchiques qui se préoccupent surtout de leur propre survie.

Les élites économiques et politiques ont exhibé sans gêne leurs privilèges et leurs richesses malgré l'occupation coloniale répressive qui se poursuit. La classe moyenne de Cisjordanie et de Gaza sait très bien que son niveau et son mode de vie dépendent de l'existence des deux autorités autonomes. Néanmoins, la majorité de la population subit toujours l'oppression et les humiliations de l'armée israélienne et des colons armés et souffrent non seulement d'un manque de revenus et de perspectives professionnelles, mais aussi du fait qu'aucune solution nationale ne soit en vue.

Le siège draconien d'Israël et de l'Égypte contre Gaza est plus strict que jamais. Il est rythmé par les guerres destructrices d'Israël et le nettoyage ethnique des Palestiniens se poursuit inexorablement à Jérusalem au moyen d'expulsions, de retraits de permis et de toute une série d'autres mesures.

Ces circonstances présentent un terrain favorable à une situation explosive dans les territoires occupés depuis 1967. Pourtant, puisque l'OLP, les partis politiques, le secteur privé et la plupart des organisations de la société civile ne se sont pas mobilisés contre l'occupation ou n'ont pas pu le faire, les affrontements avec les forces armées d'occupation israéliennes et les colons, survenus dans la « vague de colère » qui a commencé en octobre 2015, restent pour la plupart des initiatives individuelles et restent localisées. Une vision commune et une autorité nationale leur font défaut.

La désintégration de la politique palestinienne a aussi mené à de plus en plus d'oppression et de discrimination contre les communautés palestiniennes qui vivent en dehors de la Palestine historique et dans la diaspora. Les citoyens palestiniens de la partie de la Palestine qui est devenue

Israël en 1948 sont confrontés à de plus en plus de lois discriminatoires. Les réfugiés palestiniens de Syrie, du Liban, de Jordanie et d'ailleurs, ceux qui y vivent et ceux qui en viennent, sont aussi confrontés à une discrimination et à des mauvais traitements. Globalement, le niveau du soutien à la cause palestinienne a régressé dans le monde arabe et dans le monde entier et c'est une situation qui est exacerbée par les conflits internes et externes de certains pays arabes.

Mais la culture est en plein essor et nourrit l'identité nationale

Aujourd'hui, le peuple palestinien n'a ni État souverain ni mouvement de libération nationale opérationnel. Néanmoins, il y a une force considérable dans l'identité nationale palestinienne, en grande partie grâce au secteur culturel qui préserve et enrichit l'histoire de la Palestine. Le rôle de la culture dans le renforcement du patriotisme et de l'identité nationale n'est pas nouveau. Après la création de l'État d'Israël en 1948 et la défaite des élites politiques et du mouvement national d'alors, la minorité palestinienne d'Israël a maintenu l'identité nationale par un essor culturel impressionnant : poésie, romans, musique et films.

L'écrivain et journaliste palestinien Ghassan Kanafani en a parlé dans son ouvrage remarquable sur la littérature de la résistance palestinienne (*al-adab al-mukawim fi filistin al-muhtala 1948-1966*), publié à Beyrouth en 1968. Les poètes Mahmoud Darwish et Samih al-Qasbi, le poète et maire de Nazareth Taoufik Ziyad et l'écrivain Emile Habibi, aussi bien pour ses propres œuvres, comme *L'Optimiste*, que pour le journal communiste *Al-Ittihad* qu'il a cofondé, ont été d'autres figures littéraires emblématiques. Dans les années 50 et 60, quand les Israéliens ont soumis les citoyens palestiniens au joug militaire, la culture et l'art ont servi à renforcer et à protéger la culture et l'identité arabes et l'histoire de la nation palestinienne. Ces œuvres ont été lues dans tout le monde arabe et même ailleurs, et ont permis aux réfugiés et exilés palestiniens de préserver leur identité en gardant un lien permanent avec la culture et l'identité de leur pays d'origine.

Les « Palestiniens de 1948 », comme on les appelle souvent dans le discours palestinien, ont aussi contribué à faire comprendre aux autres Palestiniens et Arabes comment l'idéologie sioniste a façonné la politique et les mécanismes de répression d'Israël. Parmi eux, de nombreux universitaires et intellectuels ont intégré des instituts de recherche palestiniens et arabes entre autres à Beyrouth et à Damas, et ont aidé à faire évoluer cette compréhension.

Depuis, particulièrement en temps de crise politique, la culture a offert plus d'occasions aux Palestiniens de se rassembler que la sphère politique, dans des activités qui transcendent les frontières géopolitiques, sous une forme culturelle et par toutes sortes de productions intellectuelles. Des écrivains, réalisateurs et artistes de renommée mondiale aux jeunes artistes et écrivains d'aujourd'hui, de Gaza et de Cisjordanie ou d'ailleurs, on crée toujours de la littérature, des films, de la musique et de l'art (en fait de plus en plus). Toute cette production est diffusée par des moyens divers, par exemple sur les réseaux sociaux, et elle resserre et renforce les liens entre Palestiniens et entre Arabes, ainsi que les relations transfrontalières.

La vitalité du patriotisme palestinien est fondée sur le récit de l'histoire de la Palestine et s'inspire du quotidien des communautés confrontées aux dépossessions, à l'occupation, à la discrimination, aux expulsions et à la guerre. C'est peut-être cette vitalité qui pousse la jeunesse palestinienne, essentiellement née après les accords d'Oslo de 1993, à affronter les soldats et les colons israéliens dans toute la Palestine historique. Elle explique aussi pourquoi on voit

des foules considérables participer aux cortèges funèbres de jeunes Palestiniens tués par des soldats et des colons israéliens ; et participer aux collectes de fonds qui servent à reconstruire des maisons détruites par les bulldozers israéliens, punition collective infligée aux familles de ceux qui ont été tués dans le soulèvement actuel de la jeunesse.

Cependant, l'importance et la vitalité de la culture ne comblent pas l'absence d'un mouvement national compétent fondé sur des bases démocratiques solides. Il nous faut tirer les leçons des insuffisances des institutions premières du mouvement et les dépasser, plutôt que de perdre notre énergie, notre temps et nos ressources à restaurer un paysage politique désintégré et désuet. Il faut aussi sortir des concepts et des pratiques qui, comme l'expérience le montre, ont échoué, par exemple le dégrèvements élevés de la centralisation : la politique doit être la préoccupation du peuple et de la base.

Nous devons aussi protéger notre culture nationale des concepts et des approches qui emprisonnent l'esprit, paralysent la pensée et le libre-arbitre, promeuvent l'intolérance, sanctifient l'ignorance et véhiculent les mythes. Nous devons plutôt promouvoir les valeurs de liberté, de justice et d'égalité.

Nous avons besoin d'avoir une toute nouvelle conception de l'engagement politique, une conception que l'on peut voir dans le discours qui se développe parmi la jeunesse et dans les relations entre les forces politiques palestiniennes à l'intérieur de la Ligne verte. C'est le signe d'une conscience plus profonde de l'impossibilité de coexister avec le sionisme en tant qu'idéologie raciste et régime colonial qui criminalise le récit historique palestinien.

Au cours de cette conscience politique qui émerge, il y a le besoin d'impliquer les communautés palestiniennes dans le processus de combat, de collaboration et d'adoption de politiques intégratrices nationales : c'est à la fois leur droit et leur devoir. Il est tout aussi important de reconnaître le droit qu'a chaque communauté, en même temps qu'elle participe à l'auto-détermination de tout le peuple palestinien, de définir sa stratégie pour aborder les problèmes spécifiques qu'elle rencontre.

Construire un nouveau mouvement politique ne sera pas facile à cause des intérêts partisans et des craintes vis-à-vis des valeurs et des pratiques démocratiques. Il est donc nécessaire d'encourager les initiatives communautaires pour constituer des autorités locales, avec la participation la plus large possible des membres et de la société civile de la communauté, en suivant l'exemple des Palestiniens de 1948 qui ont mis en place le Haut comité de suivi des citoyens arabes d'Israël pour défendre leurs droits et leurs intérêts, et celui des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza pendant la Première Intifada. Le mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) est aussi un bon exemple de ce nouveau type de conscience et d'organisation politique. Il rassemble divers courants politiques, organisations de la société civile et syndicats dans une vision et une stratégie communes.

Certains penseront peut-être que cette analyse est utopique ou idéaliste, mais nous avons grand besoin d'idéalisme au milieu du chaos et du sectarisme destructeur actuels. Et nous avons une histoire riche en militantisme politique et en créativité culturelle dont on peut s'inspirer.

Note :

Â¹ Ce commentaire sâ??inspire dâ??un rapport de recherche que jâ??ai prÃ©sentÃ© Ã la confÃ©rence organisÃ©e par lâ??Institut des Ã©tudes palestiniennes et le Centre Mada al-Carmel, du 7 au 9 novembre 2015, Ã lâ??UniversitÃ© de Birzeit et Ã Nazareth

Jamil Hilal, conseiller en politique pour Al-Shabaka, sociologue indÃ©pendant et Ã©crivain palestinien, a publiÃ© de nombreux ouvrages et articles sur la sociÃ©tÃ© palestinienne, le conflit israÃ©lo-arabe, et le Moyen-Orient. Il a un poste de chercheur associÃ© dans plusieurs instituts de recherche palestiniens. RÃ©cemment, il a publiÃ© des ouvrages sur la pauvretÃ©, les partis politiques palestiniens, et le systÃ©me politique aprÃ©s Oslo. Il a Ã©crit [Where Now for Palestine : The Demise of the Two-State Solution](#) (Z Books, 2007), et [Across the Wall : Narratives of Israeli-Palestinian History](#) avec Ilan PappÃ© (I.B. Tauris, 2010).

Traduction: E.C pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

Source: [Al- Shabaka](#)

date crÃ©Ã©e
2016/03/21